



Québec, le 23 août 2022

PAR COURRIEL

Monsieur Vincent Lagacé
Agent de communication
Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires
vincent.lagace@ctroc.org

Objet : Engagements envers l'action communautaire autonome

Monsieur

Au nom du Parti libéral du Québec, j'accuse réception ici de la correspondance que vous nous faisiez parvenir, par voie électronique, le 5 août dernier, et je vous en remercie.

L'organisation pour laquelle vous agissez joue un rôle de premier plan en matière d'action communautaire et tout comme vous, nous partageons les préoccupations exprimées concernant le financement des organismes, les effets de l'inflation et les enjeux de main-d'œuvre auxquels le milieu communautaire n'échappe pas.

En plus de dévoiler notre plateforme électorale le 11 juin dernier que nous vous invitons à consulter au : www.plq.org, nous avons mis de l'avant notre vision avec plusieurs propositions qui rejoindront vos préoccupations.

En réponse à vos questions, voici quelques éléments tirés de notre plateforme et de notre Charte des régions : <https://www.chartedesregions.quebec/>.

Investir dans le Programme de soutien aux organismes communautaires à la mission globale (PSOC)

Le Parti libéral du Québec appuie la demande des organismes communautaires voulant une augmentation de la part de financement à la mission globale. Le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC) est un programme qui a fait ses preuves et qui mérite d'être bonifié. Rappelons d'ailleurs que c'est un gouvernement libéral qui a rehaussé le financement des organismes communautaires en plus de lancer les travaux de modernisation des orientations du PSOC en partenariat avec l'ensemble des organismes.

Ces travaux doivent être poursuivis, dans une optique de simplification et de décentralisation décisionnelle, ce qui rejoint notre vision globale en matière de décentralisation.

Les organismes communautaires font face à une demande grandissante pour les services qu'ils offrent aux Québécoises et aux Québécois. Malgré une énorme capacité d'innovation et une ingéniosité de tous les instants, la part grandissante de la population ayant recours à ces services exerce une pression indéniable sur ces organismes, qui évoluent dans le même contexte que la population, c'est à dire dans un contexte de haute inflation et de pénurie de main-d'œuvre. Le Parti libéral du Québec propose plusieurs mesures afin de contrer les effets de ces deux phénomènes.

Plus spécifiquement pour les organismes communautaires, nous proposons d'assurer un soutien plus prévisible et bonifié, notamment à ceux qui œuvrent auprès des aînés à domicile, en santé mentale, en aide juridique et pour les victimes de violences conjugales et sexuelles et d'investir autant en aide aux organismes dans la lutte contre la violence armée que ce qui est investi dans l'opération policière Centaure.

Comme vous le savez, le Parti libéral du Québec est un parti socialement progressiste et économiquement responsable. C'est pourquoi nous avons de grands projets économiques structurants afin de créer de la richesse qui pourra mieux soutenir notre filet social et communautaire qui fait la richesse humaine du Québec.

Respecter la régionalisation, viser l'équité et reconnaître la diversité des besoins

Pour le Parti libéral du Québec, la décentralisation vers les régions est importante. Notre plateforme électorale ainsi que notre Charte des régions mettent de l'avant une vision de décentralisation afin de rapprocher les décisions des réalités vécues par les différentes régions du Québec. L'autonomie communautaire s'inscrit en droite ligne avec cette vision, de redonner le pouvoir aux régions et aux instances locales par l'instauration d'un « réflexe région ». Cette ambition rejoint votre volonté de décentraliser certaines décisions et de simplifier le travail des acteurs sur le terrain. L'instance la plus près des gens est souvent la mieux placée pour prendre des décisions adaptées à la réalité vécue sur le terrain.

De façon plus large, nous proposons, par exemple, de rendre les ministres régionaux plus imputables, d'instaurer un secrétariat ministériel par région et nous souhaitons réviser certains règlements et programmes comme Accès-Logis pour y inclure un volet régional. Par ailleurs, notre plateforme électorale propose en plus de modifier certaines structures afin d'offrir une meilleure autonomie aux établissements de santé pour qu'ils soient plus près des gens et des partenaires comme les vôtres.

Comme nous l'avons mentionné, nous comptons offrir un soutien plus prévisible et bonifié aux organismes communautaires. Il est clair que ce soutien doit pouvoir bénéficier au plus grand nombre parmi les organismes communautaires, une priorité que nous partageons avec vous.

En ce qui concerne la marge de manœuvre accordée aux CISSS et CIUSSS, notre formation politique compte sur ces institutions dans une perspective de décentralisation. Ainsi, pour faire un pas additionnel en ce sens et pour favoriser une meilleure représentation des réalités des établissements de tous les territoires, un

gouvernement libéral modifiera la composition des conseils d'administration des établissements pour que chaque sous-territoire ait un membre le représentant. Nous obligerons les conseils d'administration à tenir quatre rencontres publiques par année plutôt qu'une seule actuellement. De même, chaque établissement devra aussi se doter de forums citoyens permanents qui viendront appuyer le conseil. À notre avis, la voix des organismes communautaires régionaux sera un apport bénéfique à cette volonté de renforcement de la prise de décision au niveau régional.

Prévention

Les bienfaits de la prévention ne sont plus à prouver. Agir en amont, avant même l'apparition d'un problème est une bonne politique publique, autant pour la population que pour la société en général. En ce sens, il est important que les organismes œuvrant en prévention puissent obtenir un soutien qui reflète l'important rôle qu'ils occupent.

De même, il nous apparaît important de s'assurer que les ministères soient sensibilisés à l'importance d'agir en prévention et au rôle que jouent les organismes communautaires en cette matière.

Nous croyons fondamentalement en l'importance de la prévention. Notre plateforme présente différentes mesures visant la prévention, notamment en santé mentale, en soin de première ligne et en violence conjugale, sexuelle et armée. Nous savons qu'une approche préventive viendra à terme, réduire la pression sur les services de première ligne, parmi lesquels se trouvent beaucoup d'organismes communautaires.

En terminant, nous vous remercions de l'intérêt porté à notre vision et nous vous assurons que vos propositions seront étudiées avec intérêt afin de présenter aux Québécoises et aux Québécois un plan qui rassemble et répond au besoin de toutes et de tous.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos plus cordiales salutations.

L'équipe libérale